

## **Le chiffre d'affaires quasiment stable en 2013 pour la Sica de St-Pol-de-Léon**

La Sica de Saint-Pol-de-Léon (Finistère), premier groupement français de producteurs de légumes, a enregistré en 2013 un chiffre d'affaires de 218 millions d'euros contre 216,8 M€ l'année précédente (+0,55 %), ont annoncé mardi les responsables de la coopérative.

« La conjoncture de 2013 a été marquée par deux périodes contrastées : un premier semestre porteur pour nos légumes d'hiver et un second semestre très médiocre pour l'ensemble de nos productions », souligne le secrétaire général de la Sica, Jean-François Jacob, dans son prologue au rapport d'activité du Conseil d'administration.

« Les conditions climatiques expliquent ces variations », a commenté M. Jacob.

« Il faut remonter à 1995 pour avoir des conditions météo similaires. En 2013, c'est la production de tomates qui a été la plus affectée, avec une baisse environ de 15 centimes le kilo, ce qui est énorme pour les producteurs », a déclaré le président de la Sica Pierre Bihan-Poudec, auprès d'un correspondant de l'AFP.

« L'année 2014 commence malheureusement comme s'est terminée 2013 : douceurs et fortes précipitations », a souligné M. Jacob.

La Sica est par ailleurs premier groupement horticole français. « En horticulture d'ornement, l'année 2013 a été également compliquée en raison des conditions de marché et d'un contexte climatique atypique », a pointé M. Jacob.

Les ventes 2013 « ont reculé dans nos trois sections horticoles (fleurs coupées, pépinières et plantes fleuries, NDLR) et le chiffre d'affaires global accuse une baisse de 6 millions d'euros », selon M. Jacob.

Engagés dans le mouvement des Bonnets rouges, qui réclame notamment la suppression de l'écotaxe et la régionalisation, les responsables de la Sica ont déploré que « la capitale » n'entende « plus les territoires et ceux qui veulent construire, entreprendre, développer leurs activités et leurs entreprises pour créer des emplois ».

« La Bretagne et sa population sont oubliées dans la pensée politique. Elles ne trouvent plus de réponse à la mesure de leur inquiétude économique », soulignent-ils dans le rapport d'activité transmis à la presse.